Protection Cluster
République démocratique du Congo

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

POINTS SAILLANTS DE PROTECTION – SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2024

APERÇU GÉNÉRAL

La situation de protection dans les zones en conflit reste très préoccupante pour les mois de septembre et octobre 2024.

Les violations et abus des droits humains, et les attaques contre les sites de déplacés, ainsi que contre des infrastructures essentielles et des villages, ont perturbé le quotidien des populations civiles dans plusieurs zones affectées par les conflits principalement dans l'Est :

- Dans la province de l'**Ituri,** la période a été marquée par un activisme des groupes armés non étatiques dans les territoires de Djugu (Coopérative pour le Développement du Congo-CODECO/URDPC- et Zaïre), d'Irumu (Force de résistance patriotique de l'Ituri -FRPI- et des Allied Democratic Forces/Forces démocratiques alliées (ADF), de Mahagi (CODECO/URDPC et ADF), et de Mambasa (ADF).
- Les tensions entre le Mouvement du 23 mars (M23) et les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) associées à d'autres groupes armés, ont été caractérisées par une intensification des affrontements dans les territoires de Masisi et Lubero (province du **Nord Kivu)**, une extension de la zone d'occupation du M23 vers Walikale et des représailles violentes contre les civils lors des incursions. De même, plusieurs abus attribués à des groupes armés et une attaque des Forces Démocratiques Alliées (ADF) ont été enregistrées dans le groupement Batangi-Mbau à Beni.
- La présence et l'activisme des groupes armés accroissent l'insécurité dans certaines localités des Hauts et Moyens Plateaux du territoire de Kalehe, d'Uvira, et de Fizi, dans la province du **Sud Kivu** où des tensions sont perceptibles entre les FARDC et les Wazalendo (territoire de Kalehe), et où des affrontements se poursuivent entre les éléments de deux groupes armés qui se disputent le contrôle de carriers miniers (territoire de Fizi).
- Dans la province de **Tanganyika**, la situation générale de protection reste dominée par l'activisme des miliciens Twa et Bantou dont leurs opérations ont porté atteinte aux droits et libertés fondamentaux de la population civile. De même, la crise en cours au sud du **Maniema** (territoires de Kabambare et Kasongo) où les différentes factions des Maï-Maï Malaika commettent des exactions à l'endroit des populations contraint celles-ci au déplacement forcé vers le nord de Kongolo.
- Les provinces du Kasai connaissent une recrudescence du banditisme (**Kasaï** et **Kasaï Oriental),** des tensions qui persistent entre les communautés Bena Kasasa et les Basonge Bambale, notamment à la frontière avec le Sankuru et le Kasaï-Oriental, où des conflits fonciers sont en cours (**Kasai central**).
- Une troisième tentative de résolution de la crise qui sévit dans la province du **Maï-Ndombe** a eu lieu en septembre 2024 à travers un accord signé entre les acteurs locaux, les miliciens Mobondos et des représentants de l'état congolais, laissant un espoir à une amélioration de la situation de protection dans cette province ainsi que dans les provinces de **Kwango, Kwilu** et **Kinshasa** qui sont également impactées par des violations et abus des droits humains au cours d'incursions de ces miliciens.

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

Protection Cluster
République démocratique du Congo

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

POINTS SAILLANTS DE PROTECTION – SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2024

Aperçu des violations et abus des droits de septembre et octobre 2024

CAS DE PROTECTION IDENTIFIÉS

15 631 violations et abus identifiés

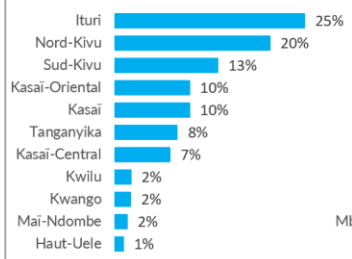
40 740 Victimes identifiées

- **41%** Violation du droit à la propriété
- **28%** violation du droit à la vie et l'intégrité physique
- **17%** violation du droit à la liberté
- **12%** violences sexuelles basées sur le genre
- **02%** violations de résolution 1612
- **01%** conflits fonciers
- **0.01%** Violations des droits civiques et politiques

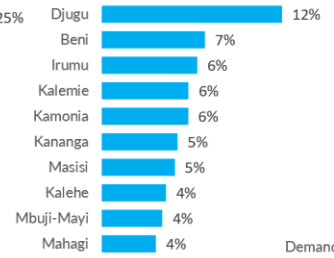
PROFIL DES AUTEURS PRÉSUMÉS

- **21.6%** Sont des forces défense et sécurité nationales
- **40.0%** Sont des groupes armés nationaux
- **0.5%** Sont des groupes armés étrangers
- **22.4%** Sont des membres de la communauté et d'autres civils
- **2.5%** Sont des autorités civiles
- **13.0%** Sont des bandits et autres personnes inconnues

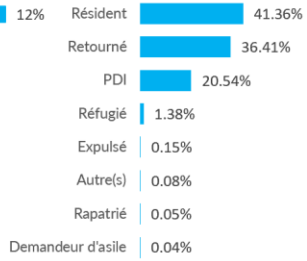
VIOLATIONS PAR POVINCE



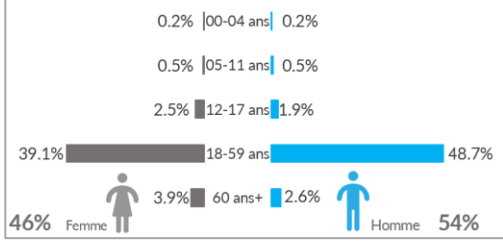
VIOLATIONS PAR ZONES DE SANTÉ
(Top 10)



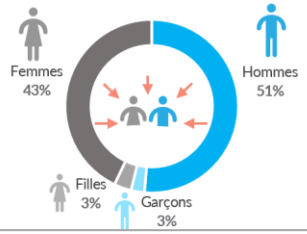
STATUTS DES VICTIMES



PROFIL DES VICTIMES
(sexe/âge)

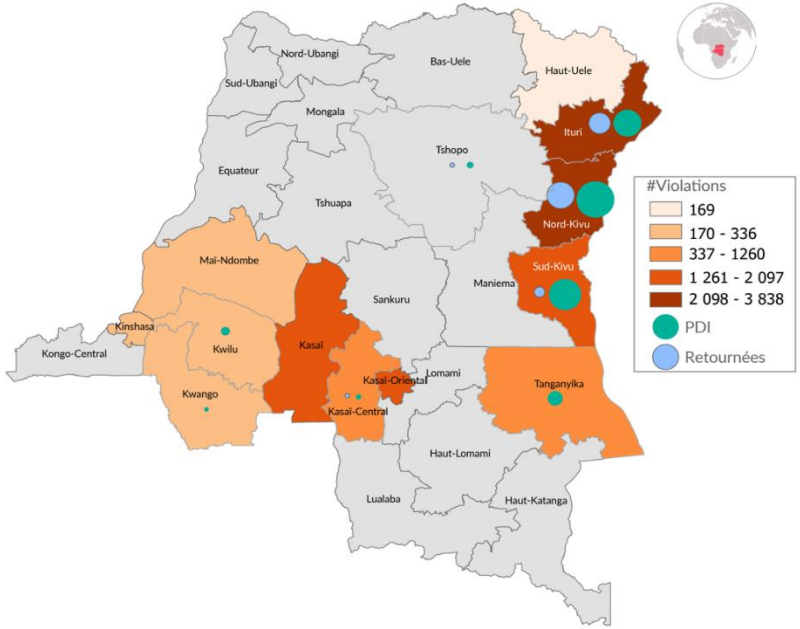


VICTIMES PAR GENRE



6.4M PDI

2.9M PDI retournées



Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

PROVINCE DE L'ITURI ET HAUT-UELE[1]

Territoires	Violations et abus des droits en septembre et octobre 2024											
	Violation du droit à la liberté		Violation du droit à la propriété		Violation du droit à la vie et l'intégrité physique		Allégations Violations de la Résolution 1612		Allégations VBG		Total	
	Sept	0ct	Sept	0ct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	Oct
Province de l'ITURI												
Aru	0	1	26	22	2	3	0	0	24	19	**52**	**45**
Djugu	210	230	453	469	124	150	11	9	70	86	**918**	**944**
Irumu	37	50	289	225	146	125	3	4	46	58	**521**	**463**
Mahagi	23	27	172	184	40	34	1	2	34	41	**270**	**288**
Mambasa	132	24	15	69	52	13	5	0	11	16	**215**	**122**
Province de HAUT-UELE												
Faradje	11	3	66	27	1	0	0	0	45	16	**123**	**46**
Total	**413**	**335**	**1021**	**997**	**415**	**325**	**20**	**15**	**230**	**236**	**2099**	**1908**

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection[2] en Ituri et Haut Uele

Les provinces d'Ituri et du Haut-Uele demeurent la zone la plus affectée par les abus et violations des droits humains au cours de la période sous examen, en dépit de la baisse de 9% constatée entre le mois d'aout (**2 529** violations) et le mois de septembre qui a enregistré **2 099** violations. Cette baisse s'est poursuivie au mois d'octobre au cours duquel **1 908** violations/abus ont été documentés, soit une diminution de **7%** par rapport au mois de septembre.

Les principales catégories de violations sont les atteintes au droit à la propriété **(41%)** suivies des atteintes au droit à la vie et l'intégrité physique **(26%),** des atteintes au droit à la liberté **(17%)** et des VBG **(12%).**

Les principaux perpétrateurs de ces violations restent les groupes armés non étatiques notamment les CODECO, les combattants ADF et ceux du Zaïre.

Les principales **victimes sont les personnes retournées** qui représentent près de **50%** des victimes suivies de **PDIs (22%)** et ensuite les résidents **(21%).**

DJUGU

- **46 %** des abus et violations rapportées dans la province au cours des deux mois sous revue ont été documentés dans le territoire de Djugu où la situation de protection demeure marquée par l'activisme des éléments CODECO/URDPC et ceux du Zaïre, perpétrant des violences armées ciblant des civils particulièrement des personnes retournées et déplacées.
- L'on peut citer parmi les attaques les plus meurtrières celle du 17 septembre dans la localité Wibati (Zone de Santé de Fataki) où des présumés combattants de la CODECO/URDPC auraient tué 10 personnes retournées spontanées.
- De plus, à la mi-septembre, 06 **structures sanitaires** ont été **pillées** ou endommagées (Gina, Njala) et le personnel soignant s'est vu menacé ou frappé/blessé, privant ainsi plus de 53,000 personnes de soins de santé de qualité dans les zones de santé de Fataki et Mangala.
- En octobre, au moins 15 civils auraient été tués notamment lors des attaques contre de nombreuses localités dans les Zones de Santé de Bambu et de Drodro ainsi que lors des affrontements du 22 octobre entre les combattants du groupe Zaïre et les militaires des FARDC dans la localité de Pluto.
- Dans la Zone de Santé de Tchomia, en fin octobre 2024, les **inondations** découlant de la crue du Lac Albert auraient endommagé **160** habitations et 20 embarcations de pêche, poussant environ **11 700 personnes** à se déplacer vers des familles d'accueil dans les zones environnantes y compris dans le site des PDI de Nyamusasi 2.[3]

[1] Rapports du monitoring de protection, UNHCR & INTERSOS reçus en septembre et octobre 2024
[2] SAR - Système d'Analyses et Réponses_UNHCR

[3] Rapport de Situation humanitaire No.11 du 08 novembre 2024, OCHA, RDC

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

IRUMU

- Avec **521** abus et violations rapportés en septembre et **463** en octobre, le territoire d'Irumu représente environ 24 % de l'ensemble des incidents rapportés dans la province au cours de la période sous examen.
- La poursuite des opérations militaires des forces coalisées FARDC-UPDF dans les zones de santé de Boga, Komanda et Mambasa aurait poussé les présumés combattants ADF à prendre fuite vers l'axe Komanda-Luna.

  Pendant cette fuite, ceux-ci se seraient trouvés dans l'obligation de libérer 118 personnes qu'ils tenaient en **otage** dans la forêt environnant les villages de Mont Hoyo, Kalakala et Bukoko en périphérie de Komanda. La plupart des otages auraient été enlevés entre août et septembre 2024 dans les territoires d'Irumu et de Mambasa.

  L'on note toutefois plusieurs abus leur allégués dans la Zone de Santé de Komanda notamment 03 **homicides** et de 01 cas de **coups et blessures** documentés dans la localité de Mafifi le 10 septembre.

  Entre le 19 et le 26 octobre, au moins 08 homicides et 17 **enlèvements** des personnes retournées leurs seraient allégués dans les Zones Santé de Komanda et de Boga.
- Des présumés combattants armés de la FRPI et des Allied Democratic Forces/Forces démocratiques alliées (ADF) ont également été actifs particulièrement dans les Zones de Santé de Gety, Boga et Komanda où ils se seraient illustrés par de nombreux abus de droits humains, tels que les coups et blessures, les **arrestations et détentions illégales**, les pillages ainsi que des **extorsions des biens**.
- Le territoire a également été marqué par des cas d'**enlèvements d'enfants** par des personnes non autrement identifiées. 02 cas auraient été signalés dans la localité de Busiyo, Zone de Santé de Boga le 19 et le 22 octobre. Les victimes seraient toutes deux âgées de moins de 10 ans.

MAMBASA

- Une baisse des violations/abus a été observée à partir de mi-septembre à la suite des opérations militaires des forces mutualisées (FARDC-UPDF) qui se sont poursuivies dans la partie sud-est de Mambasa.
- L'environnement de protection reste marqué par l'activisme des ADF qui évolue au gré de l'intensification ou de l'arrêt des opérations militaires d'une zone de santé à l'autre.

  En effet, depuis mi-août l'arrêt des opérations militaires dans la zone de santé de Lolwa aurait favorisé des **meurtres, enlèvements, pillages** et autres abus des droits humains.
- Dans la zone de santé de Mandima, des éléments d'un groupe armé en provenance du Nord-Kivu auraient lancé depuis le 18 septembre une campagne de **recrutement forcé des mineurs**. Au cours de la période, au moins **35 enfants auraient été enrôlés**, y compris des enfants des PDIs.

MAHAGI

- Le territoire de Mahagi demeure marqué par **l'activisme de deux groupes armés rivaux**, le groupe armé CODECO/URDPC et le groupe armé Zaïre, perpétrant chacun des **actes de représailles** contre la communauté (Hema ou Lendu) à laquelle le groupe armé rival s'identifie.
- Il s'est observé au cours de la période une hausse remarquable des cas de **travaux forcés** allégués aux présumés combattants de la CODECO/URDPC particulièrement dans la Zone de Santé de Kambala où au moins **1 953 cas** (1 100 femmes et 853 hommes) ont été rapportés entre le 07 et le 16 septembre. Les victimes seraient contraintes à des travaux de construction de cases dans des campements de groupes armés, des travaux champêtres, ou le ravitaillement en bois de chauffage. Cette situation perturbe les activités quotidiennes des populations.

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

FARADJE

- Avec **123** abus et violations rapportés en septembre, le territoire a connu une hausse significative des cas de violations des droits humains comparativement au mois d'aout au cours duquel **86** abus avaient été rapportés avant de connaitre une baisse au mois d'octobre avec **46** cas signalés.
- La hausse du mois de septembre serait relative aux multiples actes **d'extorsions et arrestations arbitraires** alléguées aux militaires FARDC, aux éléments de la PNC, agents de la DGM et de l'ANR qui auraient commis des tracasseries à l'encontre des réfugiés après l'assistance en Cash Grant et la distribution en vivres dont ils auraient été bénéficiaires dans les sites de Meri et de Bele.

PROVINCE DU NORD KIVU

Territoires	Violations et abus des droits en septembre et octobre 2024											
	Violation du droit à la propriété		Violation du droit à la liberté		Violation du droit à la vie et l'intégrité physique		Allégations Violations de la Résolution 1612		Allégations VBG		Total	
	Sept	0ct	Sept	0ct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	0ct
Beni	180	228	142	85	76	141	6	0	8	48	*412*	*502*
Goma	49	49	1	6	29	66	0	7	17	16	*95*	*144*
Lubero	57	71	40	51	39	43	1	2	5	6	*142*	*173*
Masisi	43	62	84	90	104	136	45	33	66	84	*342*	*405*
Nyiragongo	61	67	33	12	64	66	12	14	29	32	*199*	*191*
Rutshuru	29	21	45	33	43	63	14	20	29	31	*160*	*168*
Autres		4		2		3		0		1		*10*
Total	**419**	**397**	**344**	**274**	**355**	**402**	**78**	**70**	**154**	**165**	***1350***	***1593***

En septembre et octobre 2024, respectivement près de **1 350** violations/abus des droits humains et plus de **1 593** violations/abus des droits humains ont été documentés par les acteurs du monitoring de protection dans le Nord Kivu. Depuis octobre 2024, le cluster protection du Nord Kivu a avancé sur système de monitoring de protection permettant de consolidé les données venant de plusieurs partenaires différents. Le tableau ci-haut reprend pour octobre des données provenant de 07 partenaires. Des efforts supplémentaires seront fournis dans les mois qui viennent pour étendre cette approche à un plus grand nombre de partenaires et de zones.

Il est également à noter que la couverture du monitoring de protection reste partielle et qu'elle ne donne aucune visibilité sur le territoire de Walikale aujourd'hui également affecté par les affrontements entre M23 et les groupes armés alliés aux FARDC et où des localités stratégiques telles que Kalembe, Ibuga, Minjenji, Mpeti et Katobi seraient tombées sous leur domination du M23.

BENI

- Durant les deux mois sous revue, les **opérations militaires conjointes** des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) et des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont contribué à une **réduction des attaques** du groupe armé ADF dans la zone de santé d'Oicha, en particulier dans le groupement Batangi Mbau, contraignant les éléments de ce groupe armé à se **déplacer vers d'autres localités où il y a un vide sécuritaire.**
- D'autres groupes armés ont poursuivi des incursions accompagnées d'allégation d'abus dans plusieurs villages dont notamment les groupements de Batangi-Mbau et Baswagha-Madiwe.
- La **présence d'engins explosif dans les zones fréquentées par les civils** demeure une menace en dépit de l'accalmie observée ; les sources locales ont rapporté la découverte d'un engin explosif le 28 septembre dans la commune de Mulekera (ville de Beni) ; une équipe de déminage a pu sécuriser la zone dans l'immédiat.

LUBERO

- Les affrontements se sont poursuivis entre les ADF et d'autres groupes armés, en dépit du cessez-le-feu, entraînant les **déplacements** des civils et compliquant l'accès humanitaire.

  A titre d'illustration, le 14 septembre, des mouvements des ADF auraient été signalés aux alentours de Mangurujipa, entraînant le **déplacement** préventif d'environ **1 575 ménages** vers des familles d'accueil dans les villages Bébé, Njiapanda-Centre, Biambwe, Musienene et Musimba, groupements Manzi et Bapakombe.

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

En octobre, au moins **25 civils auraient été tués** et une **centaine de maisons incendiées** dans les villages de Mabana, Makaburi et Bilulu, dans le groupement de Bapakombe. Le déplacement de nombreuses personnes vers Mangurejipa, Njiapanda, Mwenye et Musimba a été enregistré.

- En outre, les civils seraient contraints de payer des **taxes illégales imposées** par le groupe armé Front des Patriotes pour la Paix/Armée du Peuple (FPP/AP) et en cas de retard de payement, ils seraient soumis à des punitions.

  C'est le cas dans le groupement de Musindi où, le 10 septembre, deux hommes retournés auraient été fouettés par des éléments d'un groupe armé au village de Kanyandah. L'une des victimes aurait été **grièvement blessée.**

  10 cas d'enlèvements auraient été rapportés le 1er octobre sur l'axe Kanyabayonga ; parmi eux, il y aurait 8 cas de personnes retournées soumises au paiement d'un jeton de résidence. Les victimes auraient été libérées le lendemain moyennant le paiement d'une amende.

- Il est important de rappeler que les zones qui connaissent une **prolifération des acteurs armés** sont exposées **au danger des restes explosifs de guerre (REG),** exposant les civils à des décès ou blessures graves. Le 17 septembre, un engin explosif aurait été découvert dans la commune rurale de Lubero, au quartier Vukano. Le 23 octobre, un engin explosif (une roquette) a été découvert par un enseignant dans la cour de l'Institut Busamba, situé dans le village de Kimbulu.

MASISI

- Malgré le cessez-le-feu, les affrontements entre les éléments du M23, divers groupes armés et les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont repris et se sont intensifiés sur plusieurs lignes de front, provoquant le déplacement massif de ménages et de nombreuses violations et abus des droits de l'homme.

  A titre d'illustration, en début de période, une tension à la gestion des taxes illégales collectées dans la zone entre deux factions d'un groupe armé a causé des **incendies de plusieurs maisons** de civils lors d'échanges de tirs dans le groupement Buabo, aggravant la situation de protection des civils dans la zone.

  Le 23 septembre, des affrontements entre le M23, divers groupes armés et les FARDC auraient été signalés dans les villages de Miano, dans le groupement Banyungu : Des **violences sexuelles graves** auraient été commises sur des femmes lors de ces déplacements et sept femmes auraient été violées. Environ 506 ménages de 2 530 individus du village de Miano et ses environs (Kalonge, Mumba, Musongati, Kausa, Kanzenze, Buku Kilongo) se seraient déplacés dans diverses directions.

  Plusieurs villages du territoire de Walikale, limitrophe du territoire de Masisi, seraient passés sous le contrôle d'un groupe armé. Cette extension du conflit dans le territoire de Walikale revêt des risques d'aggraver la crise humanitaire dans l'est de la RDC.

- Dans le groupement Bapfuna, l'**accès humanitaire** a été mis à mal ; les activités humanitaires, notamment celles liées à la lutte contre la violence basée sur le genre (VBG), ont été entravées par un groupe armé. Pour rappel, depuis le mois de mai, les activités de protection, particulièrement celles liées à la VBG, seraient interdites dans cette zone.

  Le 21 septembre, quatre agents d'une organisation humanitaire nationale qui participaient à une activité de réinsertion socio-économique à Lwibo, Kaandja et Lukweti 2 auraient été enlevés par ce groupe armé à Lwibo. Ils auraient été soupçonnés de mener des activités liées à la VBG et auraient été libérés après interrogatoire, grâce à l'intervention des autorités du secteur d'Osso Banyungu. Ces agents participaient à une activité de réinsertion socio-économique à Lwibo, Kaandja et Lukweti.

- Les **écoles sont également la cible** d'éléments de groupes armés avec comme incidence la suspension des cours. A titre d'illustration, le 26 septembre, trois écoles primaires, situées dans le village de Bitonga, auraient été pillées de leur matériel par des éléments d'une coalition de groupes armés. Les pupitres auraient été détruits et utilisés comme bois de chauffe. Les activités dans ces écoles auraient été suspendues depuis janvier en raison des affrontements récurrents dans la zone.

- Des **actes de représailles graves contre les civils** persistent, notamment lorsque ceux-ci sont soupçonnés de collaborer avec des acteurs armés rivaux. Ils sont ainsi exposés à diverses exactions, y compris des meurtres et le ralentissement du retour des populations.

A titre d'illustration, le 13 septembre, environ cinquante maisons de civils soupçonnés de collaborer avec deux groupes armés auraient été incendiées par des éléments d'un groupe armé dans les villages de Bunkuba et Rurimba, situés dans le groupement Buabo.

31 cas de recrutements forcés des jeunes gens par un groupe armé ont été documentés le 4 octobre dans la localité de Kashuga. Les récalcitrants seraient accusés d'être affiliés à des groupes armés rivaux, les exposant à toutes formes d'exactions.

En outre, entre les 11 et 16 octobre, 5 civils auraient été tués et 6 blessés par balle et à la machette lors d'incursions nocturnes à Bwanga et Kishongya, perpétrées par des éléments d'un groupe armé. Les victimes étaient accusées de collaboration avec des groupes armés opposés. Près de 159 ménages retournés auraient été déplacés vers des familles d'accueil à Bweremana Centre.

- La **violation du caractère civil et humanitaire des sites** persiste au centre de Masisi, en raison de la prolifération des acteurs armés dans cette zone, exacerbée par les affrontements.
  Du 6 au 23 septembre, au moins 16 incursions auraient été enregistrées dans les sites de Katale, Bihito, Mater Dei et Kalinga. Lors de ces incursions, 18 civils auraient été enlevés par des éléments de deux groupes armés et libérés après paiement de rançons de 40 000 FC par personne, des biens auraient été pillés dans quatre maisons de PDI, et une jeune fille aurait été fouettée.

  En octobre, 25 incursions ont été signalées dans les sites de déplacés de Katale, Bihito et Kalinga, impliquant plusieurs groupes armés, occasionnant des enlèvements et recrutements d'enfants.

- Lors des combats, l'**utilisation de bombes dans des zones habitées** aurait causé des victimes civiles. En septembre et octobre, l'utilisation d'armes lourdes aurait causé la mort d'au moins 14 personnes retournées (dont 11 en octobre) et blessé 36 autres par des éclats d'obus ou balles perdues. Au moins 154 maisons civiles auraient été détruites/pillées.

RUTSHURU

- Tous les villages du territoire seraient passés sous le contrôle du M23 et d'autres groupes armés resteraient cantonnés dans le Parc national des Virunga et se ravitailleraient auprès des civils dans les agglomérations sous contrôle d'un groupe armé.

- La **poursuite des affrontements** entre deux groupes armés, au sud-ouest et au nord-ouest du territoire, a entraîné des **violations des droits humains et contraint les civils de fuir** leurs villages.

- De graves **représailles sont perpétrées contre des civils** soupçonnés d'être affiliés aux éléments de groupes armés rivaux, principalement dans le groupement Tongo, au nord-ouest du territoire, localités qui étaient autrefois des bases de ces groupes armés, ainsi que dans le regroupement de Kanyabayonga.

  Le 16 septembre, des éléments d'un groupe armé auraient attaqué des positions d'une coalition de groupes armés dans les villages de Bundase et Ruza, au groupement Tongo. Trois hommes retournés, assimilés à des membres de la coalition, auraient été enlevés par des éléments d'un groupe armé. Le 24 septembre, six hommes récemment retournés auraient été enlevés dans leurs champs, près du village de Marangara, par des éléments d'un groupe armé. Ces victimes auraient été assimilées à des éléments du groupe armé rival et auraient été emmenées dans un campement d'un groupe armé à Butare.

  En outre, le 20 octobre, 9 civils retournés soupçonnés de liens avec des groupes armés rivaux, dont un enfant de 16 ans, auraient été tués à la machette par des éléments de ce groupe dans le village de Kishishe, dans le groupement de Bambu.

- Il a été noté en septembre qu'un groupe armé **recruterait des enfants pour percevoir des taxes illégales** aux barrières dans le nord-ouest du territoire. Le 6 septembre, trois enfants âgés de 14 à 16 ans auraient été recrutés par ce groupe armé au village de Butare, dans le groupement de Tongo, et positionnés à deux barrières pour collecter ces taxes.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

POINTS SAILLANTS DE PROTECTION – SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2024

NYIRAGONGO et GOMA

- La prolifération des acteurs armés dans les zones d'accueil des déplacés à Nyiragongo et à Goma contribue à l'insécurité croissante et compromet fortement la protection des civils.
- Des **affrontements entre les différents groupes armés à proximité des sites de personnes déplacées internes** (PDI) détériorent gravement l'environnement de protection, causant des victimes parmi les déplacés et compliquant davantage la situation humanitaire.
- Certaines sources attribueraient **des affrontements** entre plusieurs groupes armés et les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) près du site de déplacés de Lushagala Extension, situé dans le quartier Mugunga, à Goma à des tensions liées à la **perception de taxes illégales imposées** aux civils qui traversent des points de contrôle tenus par les acteurs armés.

  Au regard des dégâts causés dans le site, ces combats ont vraisemblablement impliqué l'utilisation d'armes lourdes, certaines tombant à proximité du site. Deux abris de PDIs au sein du site de Lushagala Extension auraient été partiellement détruits par des projectiles d'armes lourdes utilisées lors des combats.
- La **caractère civil et humanitaire des sites de déplacés** a été une fois de plus violé à la suite des incidents enregistrés. Une présence visible des éléments armés FARDC dans les sites aurait été constatée ; plusieurs éléments armés se seraient infiltrés dans le site lors de leur fuite dans la confusion des combats, aggravant ainsi la situation sécuritaire.
- La présence de positions militaires autour des sites de PDI augmente le risque d'**abandon d'engins explosifs** sur ces lieux, et expose particulièrement les déplacés internes aux dangers associés à ces engins. En effet, le 12 septembre, trois enfants âgés de 10 à 14 ans auraient perdu la vie après avoir manipulé un engin explosif abandonné à environ 1 km du site de Lwashi.

PROVINCE DU SUD KIVU

Territoires	Violations et abus des droits en septembre et octobre 2024											
	Violation du droit à la propriété		Violation du droit à la liberté		Violation du droit à la vie et l'intégrité physique		Allégations Violations de la Résolution 1612		Allégations VBG		Total	
	Sept	0ct	Sept	0ct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	0ct
Fizi	49	82	25	36	58	67	0	7	6	15	*138*	*207*
Kalehe	78	199	41	101	36	122	13	35	11	22	*179*	*479*
Uvira	29	69	9	42	30	63	0	3	7	25	*75*	*212*
Shabunda	-	134	-	131	-	67	-	12	-	42	-	*386*
Mwenga	-	53	-	31	-	54	-	19	-	14	-	*173*
Walungu	-	96	-	63	-	72	-	10	-	7	-	*248*
Total	**156**	**633**	**75**	**404**	**124**	**445**	**13**	**86**	**24**	**135**	*392*	*1705*

Au cours du mois de septembre, une baisse de 4% des violations/abus des droits humains a été constatée comparativement au mois d'aout et consécutivement à une relative amélioration de l'environnement de protection dans certaines entités de certains territoires (notamment à Uvira et à Fizi) avec l'appui des autorités et des services de sécurité de l'Etat et le manque d'accès dans les Moyens Plateaux d'Uvira et le sud de Minembwe/Fizi dû aux opérations des FARDC et aux affrontements entre les groupes armés au sud de Minembwe/Fizi.

En octobre, à la suite de l'élargissement des zones de couverture du monitoring de protection avec 3 territoires supplémentaires et 45 axes (Shabunda, Mwenga et Walungu) une considérable augmentation des incidents a été rapportée comparativement aux mois précédents. L'**activisme des groupes armés** a également été l'un des facteurs non négligeables de l'augmentation observée.

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

KALEHE

- Plus de **28%** des violations et abus des droits humains rapportés dans la province du Sud Kivu en octobre sont identifiés dans le territoire de Kalehe avec principalement les catégories de violations que sont les atteintes au droit à la propriété, suivies des atteintes au droit à la liberté, des atteintes au droit à la vie et l'intégrité physique, les allégations de VBG et de violations de la résolution 1612.
- Dans le territoire de Kalehe, des tensions perceptibles ont été enregistrées entre les militaires des FARDC et les éléments Wazalendo dans les régions nord et nord-est du territoire en raison des menaces des éléments du M23 à partir de la province du Nord Kivu. Ces éléments Wazalendo sont régulièrement indexés pour les abus de droits de l'homme sur des civils dans la zone.
- En septembre, la reprise des affrontements entre les militaires des FARDC et les éléments du M23 au Nord Kivu avec l'**usage de bombes** a continué d'impacter Minova-centre où trois bombes étaient tombées dans les champs à Katale et Marangara.
- Il a été noté la persistance de **barrières payantes** attribuées aux groupes armés et aux militaires FARDC dans certains axes avec plusieurs abus/violations des droits humains qui y sont documentés, dont des mauvais traitements, meurtres, extorsions de biens, enlèvements.
- Les PDIs subiraient des tracasseries de la part des militaires FARDC dans la zone de santé de Minova où leurs mouvements vers le territoire de Masisi sont restreints alors qu'ils cherchent à se procurer des vivres dans leurs champs abandonnés. Entre septembre et octobre, 11 cas d'**arrestation arbitraires** de PDIs ont été rapportés par des sources locales.

SHABUNDA

- Des **incursions, enlèvements**, **extorsions des biens des civils** et **abus sexuels** attribués aux groupes armés ont été rapportés dans le territoire de Shabunda en octobre 2024. La protection des civils au sein de différents villages a été compromise à la suite de l'insécurité attribuée à des hommes armés.

  A titre d'illustration, 4 attaques ont été rapportées dans les carrés miniers Mybi, Mpulunge/Kamabulungu et Matembela. Au cours de ces attaques, de l'argent et des biens des civils étaient extorqués ; des travaux forcés étaient imposés aux civils, des personnes ont été enlevées.

  En outre, le 5 octobre, des éléments d'une faction d'un groupe armé auraient conduit une incursion dans les sites miniers de Mpulungwe, Kamatembele et Kamabulungu, au sud-est de Shabunda. Quatre femmes PDIs retournées auraient été abusées sexuellement et auraient été dépouillées d'une importante somme d'argent et de plusieurs biens.

WALUNGU

- Des actes de **pillages**, d'**enlèvements**, de **braquages** et **l'érection des barrières payantes** ont été attribués à des éléments de différentes factions d'un groupe armé en octobre. En effet, plusieurs attaques à main armée doublées des traitements inhumains et dégradants et des actes d'extorsion des biens des populations civiles ont été enregistrés à l'Ouest, au sud-ouest et au nord-ouest de Walungu, créant une psychose auprès de la population civile et restreignant les mouvements vers des lieux d'approvisionnement ou les champs.

UVIRA

- Dans le territoire d'Uvira, l'on a noté, en septembre, la **poursuite des opérations militaires** conjointes des FARDC et du contingent Burundais contre les groupes armés dans les Moyens Plateaux du groupement de Kigoma, à l'ouest de Sange et, en octobre, la forte présence des éléments des groupes armés a créé une **insécurité grandissante** dans les Hauts et Moyens Plateaux d'Uvira.

  Dans la ville d'Uvira et ses périphéries **l'augmentation de la criminalité** imputée à des hommes armés non identifiés a été enregistrée en septembre. Des embuscades sont tendues par ces inconnus armés contre les civils fréquentant le tronçon Uvira-Kahwizi-Luberizi, sur la route nationale №5, dans la Plaine de la Ruzizi, au nord d'Uvira. Des biens et des marchandises sont quotidiennement extorqués aux voyageurs. Selon les sources locales, des éléments Wazalendo sont à la base de la criminalité dans la ville d'Uvira et dans la Plaine de la Ruzizi.

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

En octobre, des populations des Hauts-Plateaux (principalement des populations autochtones), craignant un affrontement entre les militaires et des groupes armés, ont fui préventivement la zone vers les villages Lushama, Migera, Kyugama et Kazunguzibwa.

PROVINCE DU TANGANYIKA

Territoires	Violations et abus des droits en septembre et octobre 2024											
	Violation du droit à la propriété		Violation du droit à la liberté		Violation du droit à la vie et l'intégrité physique		Conflits fonciers		Allégations VBG		Total	
	Sept	0ct	Sept	0ct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	0ct
Kalemie	160	307	63	153	48	139	9	0	8	18	*279*	*617*
Nyunzu	163	62	8	13	37	18	19	21	15	8	*242*	*122*
Total	**323**	**369**	**71**	**166**	**85**	**157**	**19**	**21**	**23**	**26**	*521*	*739*

- Une augmentation d'environ **28%** de violations et abus des droits humains par rapport aux données du mois d'août 2024 a été constatée au cours des deux derniers mois.

  Le droit à la propriété (taxes illégales, pillages, extorsions) est celui qui a le plus fait l'objet d'atteinte au cours de la période, suivi du droit à la vie et à l'intégrité physique (coups et blessures, tortures/traitements inhumains et mutilations), puis le droit à la liberté (travaux forcés, limitations de mouvements, arrestation arbitraire) et les allégations de VBG qui sont elles aussi significatives.

KALEMIE

- La situation de sécurité a été dominée par l'activisme des miliciens Twa, Bantou et des miliciens non identifiés. Des abus répétitifs des droits humains ont été rapportés au cours d'incursions et d'embuscades, perpétrées à l'égard de civils par les milices mixtes qui opéreraient sur différents axes, dont les axes de Kalemie-Nyemba, Kalemie-Bendera, Kalemie-Nyunzu, Kalemie-Kabimba, et Quatre coins-Katanika.

  A titre d'illustration, sur l'axe Nyunzu, le 03 octobre, une embuscade tendue par des miliciens non identifiés a été signalée dans la chefferie Tumbwe, groupement Kalumbi : 11 personnes (motards avec des passagers) en provenance de Kalemie et de Nyunzu, se sont vu **piller leurs biens** et 5 femmes ont été **abusées sexuellement** par les miliciens.

- Plusieurs cas de **taxes illégales** ont été rapportés dont les auteurs seraient des FARDC sur différentes positions sur l'axe Kalemie-Kabwela.

- Un **mouvement de population** a été constaté le 19 septembre dans le territoire de Kalemie, chefferie Tumbwe groupement Kasanga dans le village Pukume à la suite du décès d'une femme Twa tuée à l'aide d'une flèche par un bantou qui serait membre d'un groupe milicien inconnu. Les populations se sont réfugiées dans les villages Kasanga Nyemba, Mumbwile et Katemwa, par crainte de représailles de la part des twa ;

  Le 26 septembre 2024, entre les deux villages de Lumumba et Tande, situés dans le groupement Lambo-Katenga, dans la zone de santé de Nyemba, des occupants d'un véhicule et six motards ont croisé un groupe de six individus non identifiés avec des armes blanches telles que des machettes, des couteaux et des flèches, ainsi que deux armes à feu, et se sont fait dérober tous leurs biens ; un motard a été grièvement blessé au couteau avant d'être abandonné en brousse. En l'espace d'une semaine entre le 23 au 29 septembre, plus de 10 cas d'attaques contre les usagers de cette route ont été enregistrés, d'après des sources locales. Celles-ci rapportent que toutes les fois que les motards croisent ces bandits, ils les conduisent dans la brousse et les libèrent après les avoir dépouillés de tout, et en cas de résistance, les victimes sont soit blessées soit tuées.

- Le 15 septembre 2024, plus de 85% d'abris construits dans le site spontané de Katanyika, situé dans l'aire de santé de Kifungo, Zone de santé de Kalémie ont été détruits, à la suite d'un important **incendie** d'origine inconnue. Cette tragédie s'est produite dans le site qui abritait une première vague des sinistrés des inondations du lac Tanganyika au village Katanyika depuis avril 2024 et, une deuxième vague de déplacés depuis juin et juillet 2024, ayant fui les violences armées des Mai Mai Fimbo na Fimbo, au Sud de Kalemie (précisément en provenance des villages Mulange et Tumbwe-Koki). Deux personnes sont mortes, plus

de 14 000 personnes se sont retrouvées sans abris, parmi lesquelles 70% des enfants et femmes.

NYUNZU

- On continue à décrier **l'activisme des milices** twa dans le territoire où il est rapporté de manière récurrente des **braquages** au cours desquels on enregistre des violations commises à l'égard de la population civile.
- Il a été signalé le 02 septembre 2024, dans la zone de santé de Nyunzu dans le territoire de Nyunzu, secteur Nord Lukuga, des cas d'**extorsion** par les éléments des FARDC qui imposeraient à la population locale qui effectue les **travaux** champêtres dans la zone de leur donner un montant de 500 000 FC et des poules pour ceux qui ne détiendraient pas de cartes d'électeur.

  En octobre, sur l'axe Sud du territoire de Nyunzu notamment sur les barrières à Mukenza et Muleya, respectivement dans les aires de santé de Mangala et Lwizi, plusieurs cas **d'extorsion et de taxes illégales** sont commis par les autorités civiles notamment les agents de la DGM et TransCom, la PNC et les FARDC (uniquement sur la barrière de Mukenza).
- Par ailleurs, en septembre, un cas de violence basée sur le genre a suscité des **tensions communautaires** dans le village Lombwa, groupement Bayolo, aire de santé Masamba. En effet, un homme a poignardé sa femme au ventre car il soupçonnait cette dernière de lui être infidèle. Un affrontement a été enregistré entre la famille du présumé auteur et celle de la survivante qui n'a pas digéré l'acte de son mari.

KONGOLO

- Le 16 septembre, environ 750 huttes (43% des abris) ont été incendiés dans le site de Kaseya. Les victimes ont perdu tous leurs biens : articles ménagers essentiels, moyens de subsistances et vivres.

PROVINCES DU KASAÏ, KASAÏ ORIENTAL, KASAÏ CENTRAL

Territoires	Violations et abus des droits des droits humains									
	Violation du droit à la liberté		Violation du droit à la propriété		Violation du droit à la vie et l'intégrité physique		Allégations VBG		Total	
	Sep	Oct	Sep	Oct	Sep	Oct	Sep	Oct	Sep	Oct
Province du KASAÏ										
Kamonia	31	31	148	154	146	127	125	129	450	441
Luebo	34	47	24	47	57	50	27	43	142	187
Mweka	14	35	16	58	25	60	27	67	82	220
Total	**79**	**113**	**188**	**259**	**228**	**237**	**179**	**239**	**674**	**848**
Province du KASAÏ-ORIENTAL										
Kabeya-Kamwanga	14	13	43	126	155	141	0	14	212	294
Mbuji-Mayi	15	10	134	98	238	117	9	4	396	229
Tshilenge	24	26	71	71	72	89	11	10	181	196
Total	**53**	**49**	**248**	**295**	**465**	**347**	**20**	**28**	**789**	**719**
Province du KASAÏ-CENTRAL										
Demba	1	14	16	123	31	101	3	34	51	**272**
Kananga	23	57	172	166	125	128	42	68	362	**419**
Autres	0	0	1	0	1	1	4	0	6	**1**
Total	**24**	**71**	**189**	**289**	**157**	**230**	**49**	**102**	**419**	**692**

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

POINTS SAILLANTS DE PROTECTION – SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2024

KASAI

- Entre les deux mois sous revue, une augmentation de plus de 20% des violations et abus des droits humains a été enregistrée.
  Le contexte sécuritaire dans la ville de Tshikapa justifie cette hausse exponentielle. Les violations du droit à la vie et à l'intégrité physique représentent un nombre élevé devant le droit à la propriété et les allégations de VBG.

  La ville de Tshikapa a continué d'enregistrer des **actes de banditisme** grandissant, y compris dans des zones sécurisées, ceci de la part d'hommes armés non identifiés, dont certains seraient en uniforme de la police ou des FARDC.
- Par ailleurs, dans la commune de Dibumba 2, des femmes et des jeunes filles sont inquiétées par des bandits qui ravissent leurs vêtements et autres objets de valeur et subissent des **agressions sexuelles** lorsqu'elles sont à la rivière pour y faire la lessive.
- Un autre phénomène récurrent dans la province du Kasaï est **l'exploitation des enfants**. Dans les zones de santé de Mweka, Kakenge, Luebo, Ndjokopunda et Kamonia, des garçons et des filles sont utilisés par leurs parents pour la commercialisation de divers produits. Certains sont obligés de parcourir de longues distances à pied pour atteindre les marchés. Ces pratiques exposent ces enfants à la non-scolarisation et à divers risques de VBG et autres formes de violences.

Kamako

Plusieurs cas d'insécurité causés par des cambrioleurs et coupeurs de route ont été signalés dans la commune rurale de Kamonia (route Kamako).

1 739 Congolais en séjour irrégulier en Angola ont été expulsés de l'Angola au cours des mois de septembre et octobre.

KASAI ORIENTAL

- La majorité des violations et abus des droits humains ont été principalement documentés à Mbujimayi, Kabeya Kamuanga et Tshilenge. Les violations du droit à la vie et à l'intégrité physique représentent un nombre élevé devant les autres types de violations.
- La ville de Mbuji-Mayi a été marquée en octobre par le retour du phénomène des **kidnappings**, avec trois victimes sauvées de justesse par la police. À cela s'ajoute le banditisme nocturne armé.
- Dans la ville de Mbuji-Mayi, il a également été signalé, en octobre, la démolition de maisons dans le quartier de la Plaine, en vue de la modernisation de l'aéroport. 800 ménages se retrouvent en difficulté de logement et la majorité des victimes a trouvé refuge dans des églises et des centres de santé des quartiers voisins.
- Le territoire de Kabeya Kamuanga, secteur du Lac Munkamba est en proie à des **conflits coutumiers** entre deux prétendants au pouvoir de Bena Kazadi, entraînant des incendies de champs et maisons et des déplacements de personnes.

  De plus, dans le groupement de Bakua Kashila 2, la cohabitation entre les originaires et les non-originaires est perturbée par des originaires dudit groupement qui s'emparent des champs agricoles des non-originaires, créant ainsi des troubles parmi la population.

KASAI CENTRAL

- Les territoires de Dimbelenge, Dibaya et Demba ont été marqués au cours des deux derniers mois par des **conflits intercommunautaires et des luttes de pouvoir coutumier**, opposant les populations de différents villages ou groupements, ainsi que les partisans des candidats au trône dans ces localités.

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

PROVINCES DU KWANGO, KWILU, MAÏ-NDOMBE

Provinces	Violations et abus des droits en septembre et octobre 2024											
	Violation du droit à la propriété		Violation du droit à la liberté		Violation du droit à la vie et l'intégrité physique		Allégations Violations de la Résolution 1612		Allégations VBG		Total	
	Sept	0ct	Sept	0ct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	Oct	Sept	0ct
Province du Kwango												
Kenge	47	44	13	13	3	10	0	0	27	15	***90***	***82***
Popokabaka	21	57	4	9	10	2	10	0	6	26	***51***	***94***
Province du Kwilu												
Bagata	46	142	7	1	28	11	0	0	2	0	***83***	***154***
Bandundu	29	29	27	10	3	1	0	0	0	0	***59***	***40***
Province du Mai-Ndombe												
Kwamouth	61	81	2	8	44	29	0	2	13	19	***120***	***139***
Kinshasa												
Maluku 2	37	77	6	12	34	56	0	1	26	22	***103***	***168***
Total	**241**	**430**	**59**	**53**	**122**	**109**	**10**	**3**	**74**	**82**	***506***	***677***

Une troisième tentative de résolution de la crise a été faite le 26 septembre entre des acteurs locaux et des représentants de l'état congolais au terme d'une retraite qui a eu lieu du 23 ou 26 septembre 2024 à Kinshasa. Cette retraite qui a rassemblé 67 participants parmi lesquels des chefs des groupements, des terres, des villages, les notables communautaires, la société civile et les leaders Mobondo, visait un traitement cohésif des crises de Kwamouth. Il s'agissait également de consolider les acquis du forum de la paix tenu 5 mois avant et de traiter de manière concrète et effective ces conflits appelés communément "Crise de Kwamouth" qui affecte la vie sociale des populations de Mai-Ndombe et les autres entités affectées de l'espace que sont le Grand Bandundu, le Kongo-Central et Kinshasa.

KENGE et POPOKABAKA (province KWANGO)

- Des cas de **meurtres** et **incursions** de Mobondos ont été signalés entre le 4 et 7 septembre 2024. Ainsi, l'incursion de miliciens Mobondo le 05 septembre au village Ntela, situé à 18 km de la cité de Popokabaka, groupement Ngowa, a fait état de 8 personnes décapitées, quelques maisons incendiées ainsi que le déplacement massif de la population vers la cité de Popokabaka.

- De nombreux cas d'**extorsions** perpétrées par des éléments de force de l'ordre dans les différents postes de contrôle restent également préoccupants.

  A titre d'illustration, au poste de contrôle se trouvant au village Kabuba sur RN1, zone de santé de Boko, les passagers à bord des véhicules et des Motos sont obligés de présenter leurs cartes d'électeur et paieraient 1 000 FC comme droit de passage. Toute personne n'ayant pas une carte d'électeur est obligée de payer la somme de 5 000 FC. En cas de non-paiement, les personnes s'exposent à des actes de torture et des travaux forcés. En outre, trois jeunes hommes ont été tués à Pont Kwango par les éléments FARDC, pendant qu'ils résistaient aux extorsions de leurs biens.

KWAMOUTH (province MAI-NDOMBE)

- Les affrontements entre les miliciens Mobondo et les FARDC dans le territoire de Kwamouth ont encore coûté des vies humaines. Il s'agit des affrontements du 18 septembre 2024 au village Ludima, situé à 25 km de Masiambio sur l'axe Masiambio-Kwamouth cité, dans le secteur de Twa, groupement Bateke sud. Le bilan selon les sources concordantes dans la zone serait de deux militaires et 10 miliciens Mobondo qui sont morts.

- Dans la même zone et à la même date, un camion appartenant à un membre de la communauté Teke a été brûlé au village Benzale par les assaillants Mobondo, situé à 25 km du village Kinsele sur RN17. Les 17 passagers à bord ont réussi à s'échapper, mais tous leurs biens ont été calcinés avec le véhicule.

- Plusieurs attaques des miliciens ont été signalées en octobre, dont l'affrontement du 19 octobre entre les FARDC et les miliciens au village

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

Lizino, situé à 25 km de Menko et à environ 65 km de Kwamouth cité. Environ 1 365 familles de **8 190 personnes ont été forcées de fuir** leurs foyers et se sont installées dans des localités situées le long du Fleuve Congo et de la rivière Kasaï à la suite de ces affrontements.

Bandundu & Bagata (province Kwilu)

- Les miliciens Mobondos continuent de semer la terreur au sein des populations des villages à travers des attaques sur des axes routiers ou lors d'affrontements avec des membres de communautés.
- Au village Manzasayi, dans le territoire de Bagata, province de Kwilu, **les déplacés occupent 5 écoles primaires**. Depuis la rentrée scolaire, ils se déplacent pendant les heures de cours et y reviennent en soirée pour y passer nuit.
- Un **conflit de pouvoir coutumier lié aux limites** opposant le village Kikwe au village Tasamba dans le groupement Fambembe (secteur de Wamba, territoire de Bagata dans la province de Kwilu) a éclaté le 22 septembre 2024. Ce conflit a entraîné une bagarre entre les habitants de ces deux villages causant de graves blessures à 15 personnes et l'incendie de 10 maisons.

Maluku (province KINSHASA)

- La zone de santé de Maluku 2 a été marquée par plusieurs cas de **meurtres et enlèvements** au courant de la période sous examen.

  A titre d'exemple, un homme a été décapité par des miliciens Mobondo le 6 septembre 2024 dans son champ au village Kibirika, aire de santé de Dumi, axe Muanamputu. Les assaillants mobondos qui avaient commis cet acte horrible quittaient le village Muanamputu vers Kibirika. Des cas similaires ont été enregistrés au courant de la période sous revue dans les aires de santé de Dumi, Mongata et Mbankana.

  Le 19 octobre 2024, dans la zone de santé de Maluku 2, au village de Limbi (Mbankana), un homme aurait été tué après avoir été dépouillé, en raison de son appartenance à la tribu Yaka. En revanche, son compagnon aurait été épargné, car, il aurait prouvé sur présentation de sa carte d'électeur qu'il ne fait pas partie de cette tribu, bien que ses biens aient également été confisqués.

- Il sied de relever des cas d'enlèvement attribués aux miliciens Mobondo et qui sont devenus récurrents dans les zones de santé de Maluku 2, Popokabaka et Kwamouth.

  Deux cas d'**enlèvement** de deux hommes ont été signalés le 10 septembre 2024 au champ de Ya mukolo au quartier Mbankana. Dans l'espace de deux semaines, trois cas d'enlèvement sont documentés dans la même zone. Un autre cas d'enlèvement a été signalé au village camp cantonnier le 26 septembre 2024.

- A Mongata, la destitution d'un chef de groupement au profit d'un autre chef a fait l'objet de tensions dans cette entité autour du 22 septembre 2024. La confirmation du nouveau chef de groupement par les autorités compétentes n'a pas été acceptée par son prédécesseur qui a mobilisé ses alliés pour empêcher cette succession. Depuis lors, la cohabitation pacifique à Mbankana et Mongata a pris une autre tournure. En effet, le chef réfractaire s'en prend aux non originaires, surtout aux ressortissants de la communauté Yaka qu'il considère comme miliciens Mobondo ; certaines familles sont sommées par ce dernier de quitter Mongata.

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base bimestrielle à partir des informations et des rapports envoyés par les partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.
Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.